



Émission du génocide arménien par Joe Biden des cartes

🕒 6 min





Des membres de la diaspora arménienne se rassemblent devant l'ambassade de Turquie à Washington, le 24 avril 2021.

© Joshua Roberts/Reuters

Samedi dernier, le génocide arménien a été officiellement reconnu par le Président américain Joe Biden. Il est premier dirigeant américain à franchir le pas. Quelles seront les conséquences pour la Turquie, ses relations avec Washington et sur la politique extérieure agressive d'Erdogan ? Décryptage avec Tigrane Yégavian*, chercheur associé au [CF2R](#) et spécialiste du Caucase et des minorités d'Orient.

Entretien conduit par Roland Lombardi

Titre : Joe Biden est le premier président américain à reconnaître le génocide arménien, pourquoi ?

Tigrane Yégavian : Il y a plusieurs raisons. Ce revirement était attendu car les deux candidats ont reconnu le génocide, et la recherche universitaire sur le sujet s'est considérablement développée ces dernières décennies notamment aux Etats-Unis où vit

historien turc exilé, l'Armenian National Committee of America et l'Armenian Assembly of America). Il s'agit du second lobby ethnique par ordre d'importance après le lobby juif. Mais les Arméniens ont pu compter sur un changement de la donne géopolitique. Si on sort d'une perspective arméno-centrée, on remarquera - outre les relations exécrables entre l'ancien vice-président Biden et Erdogan - que le nouveau locataire de la Maison Blanche a à cœur de rétablir une forme d'éthique dans les relations internationales. Il connaît bien la Turquie : il a une bonne connaissance des dossiers régionaux depuis qu'il a dirigé la commission des Affaires étrangères du Sénat en 2001-2003 et 2007-2009. Il pourrait tout au plus faire payer la Turquie sa politique erratique et son rapprochement stratégique avec la Russie, incompatible avec sa place au sein de l'OTAN.

Malgré l'évidence, il y a eu un débat au sein de l'establishment, mais faute de compter des alliés sur place, la Turquie accuse le coup. Les Arméniens ont pu s'appuyer sur une alliée de poids : la personne Samantha Power, ancienne ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies et actuelle dirigeante de l'US Aid, connue pour sa proximité avec la cause arménienne et son combat pour la prévention des crimes de génocide.

Titre : Cette initiative ne va-t-elle pas nuire aux relations entre une Turquie membre de l'OTAN et Washington, et à la politique clairement antirusse de l'administration Biden ?

Yégaviane Yégaviane : Je me souviens avec quelle virulence la Turquie avait menacé la France de tous les feux de la terre lors du vote par le Parlement de la reconnaissance du génocide en 2001. Nous étions alors au bord de la rupture des relations diplomatiques. Rien de tout cela n'est visible dans la foulée de la déclaration de Joe Biden. Erdogan fait le dos rond en attendant que la tempête passe et ce ne sont pas les déclarations de son ministre des Affaires étrangères qui vont intimider les Américains.

Après cette reconnaissance, Washington a fait passer la Turquie dans le camp des pays que l'on ne ménage plus. La radicalité des postures anti-occidentales, l'expansionnisme tous azimuts d'Erdogan de la Libye au Karabagh en passant par la Grèce, Chypre et le Moyen-Orient, agacent les Américains qui envoient un signal fort à cet État négationniste ayant un rôle de premier plan dans la guerre du Karabagh aux côtés des Azerbaïdjanais.

es États-Unis s'emparent de la question du génocide comme une carte à jouer dans la région. Ils font comprendre aux Turcs mais aussi aux Russes qu'ils sont de retour dans le Caucase. Il est intéressant de noter que Vladimir Poutine, lors d'un entretien avec le Premier ministre arménien Nikol Pashinian le 24 avril, n'a pas une seule fois prononcé le mot « génocide »...

Titid : Comment a été perçue la reconnaissance du génocide en Turquie ?

Yeghane Yégavian : En Turquie, hormis le parti pro Kurde du HDP et une poignée d'intellectuels démocrates -aujourd'hui embastillés ou en exil -, la question de la reconnaissance du génocide est une ligne rouge. La dynamique de reconnaissance portée par la société civile stambouliote après l'assassinat du journaliste arménien de Turquie Hrant Dink en 2007, a été stoppée par le durcissement du régime et la fin de la parenthèse d'un printemps kurde. Chaque 24 avril, le pouvoir tente de passer entre les gouttes pour esquiver le mot « g ». Nous avons eu droit à plusieurs reprises aux « condoléances » du président Erdogan, ou à une sémantique particulière (« grande catastrophe », « tragédie », « événements »). L'occasion de distiller un nouveau type de négationnisme plus pervers, sur la base du discours dit de la « peine partagée » suivant lequel les exactions ont eu lieu des deux côtés. La société turque n'est pas disposée à reconnaître ce crime fondateur de la République de Turquie, un État qui s'est construit sur le cadavre des peuples chrétiens d'Anatolie (Arméniens, Assyro Chaldéens, Grecs Pontiques et Syriaques). Le reconnaître, ce serait ouvrir la boîte de pandore des réparations matérielles ou territoriales, et ceci vivifierait le syndrome de Sèvres, c'est-à-dire la hantise du démembrement de la Turquie formalisé par le traité éponyme en 1920. C'est pourquoi vous ne trouverez pas de voix dissidente dans les rangs de l'opposition turque kémaliste sur cette question.

Titid : La reconnaissance de Biden va-t-elle avoir une influence dans la politique intérieure et étrangère du président turc et sur la géopolitique régionale ?

Yeghane Yégavian : Cette reconnaissance va avoir une portée historique et géopolitique indéniable. Elle ouvre la voie à une reconnaissance du Royaume Uni, connu pour sa sionophilie traditionnelle depuis le XIXe siècle et surtout Israël, cet État qui s'est érigé sur les décombres de la Shoah, mais qui a jusqu'à présent, a fait le choix de la *realpolitik* contre l'éthique pour ne pas brusquer l'allié turc.

La question des réparations devrait figurer sur l'agenda de l'État arménien, mais Erevan n'a jamais posé comme préalable la reconnaissance du génocide à l'établissement de relations diplomatiques. Cela sous-entend de faire pression sur la Turquie pour qu'elle lève son embargo sur l'Arménie en lui permettant de se désenclaver et de lui faciliter un accès sur la Méditerranée Noire, qu'elle cesse sa politique anti-arménienne dans les pays de la diaspora, et

u'elle dédommage les descendants des victimes.

ild : Cyniquement, Erdogan n'est-il pas, inconsciemment et involontairement, n des meilleurs agents de la cause arménienne dans le monde ?

igrane Yégavian : En Turquie, la question arménienne forme le maillon d'une chaîne que la question kurde, la question chypriote, celle des droits de l'Homme et des minorités. Elle constitue une pierre d'achoppement à la démocratisation de cette société qui ne s'est jamais réconciliée avec son passé. C'est une question qui fait l'objet d'un consensus transpartisan et l'establishment laïc kémaliste (*white turks*) rivalise avec l'extrême droite ultranationaliste et les islamo fascistes dans la surenchère anti-arménienne. En cela, Erdogan et son régime liberticide « rend service aux Arméniens ». Dirigeant légitime du « pays réel » anatolien, il offre un visage de son pays sans filtre. Au début de son premier mandat, il s'est targué d'être un « musulman démocrate » pour plaire aux Européens et de se débarrasser de la mainmise de l'armée. Depuis, il a clairement fait comprendre aux occidentaux que la démocratie était un bus qui s'arrêtait au terminus. Je pense qu'une reconnaissance du génocide aurait été bien plus improbable si la Turquie était gouvernée par le parti « social-démocrate » kémaliste du CHP, membre de la seconde internationale socialiste.

Auteur de « Arménie, à l'ombre de la montagne sacrée », Névicata, 2015, et « Minorités d'Orient, les oubliés de l'histoire », Le Rocher, 2019, et « Géopolitique de l'Arménie », Bibliomonde (à paraître).

Roland Lombardi est historien, consultant en géopolitique et spécialiste du Moyen-Orient. Il est analyste et éditorialiste pour FILD. Il est l'auteur de plusieurs articles spécialisés. Ses derniers ouvrages sont *Les trente honteuses, ou la fin de l'influence française dans le monde arabe et musulman* (VA Editions, 2019) et *Poutine d'Arabie, comment la Russie est devenue incontournable en Méditerranée et au Moyen-Orient* (VA Editions, 2020).

[rolombardi2014](https://www.facebook.com/rolombardi2014).

<https://www.facebook.com/Roland-Lombardi-148723348523778>

7/04/2021 – Toute reproduction interdite